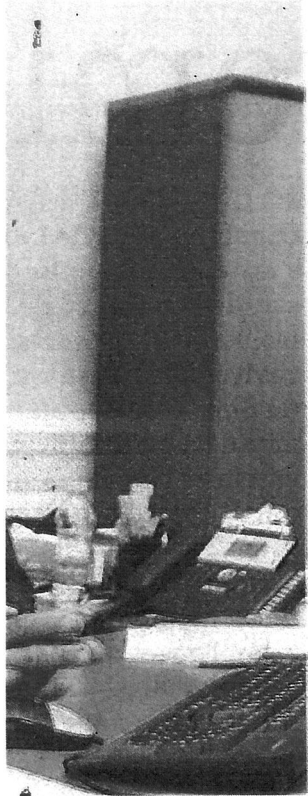


Dijon 13/07/17

mélioration gersoise »



mandes du BTP se reconstituent

nets se reconstituent pro-
ement offrant de meilleu-
pectives d'activité mais le
de marges demeure insuf-

**gnes d'amélioration »
nent-ils aussi les parti-
?**

eau, on observe un net flé-

UN CORRESPONDANT POUR LES TPE

Profitant de la présentation du « bilan » du 1^{er} semestre, Éric Bizard a annoncé que les 20 000 Très Petites Entreprises gersaises (TPE dont le chiffre d'affaires n'excède pas 2 millions d'€) peuvent s'adresser à Patrick Lehuguer, correspond TPE de la Banque de France du Gers. Sa mission ? « Orienter les dirigeants de nos TPE vers les réseaux professionnels les plus à même de les accompagner quelle que soit leur problématique : création, financement, transmission, développement, gestion, prévention et traitement des difficultés ».

TPE32@banque-france.fr
(0800.08.32.08-appel gratuit)
mesquestionsdargent.fr

chissement des dossiers de sur-
endettement (-14 % depuis le dé-
but de l'année dans le prolonge-
ment des années 2015 et 2016) et
des autorisations de construc-
tions en hausse (+14 % sur un an).

.Recueilli par B. Ducom

L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

étroite colla-
ociatifs, insti-
mpliqués
es publics, il
adaptées à
ie autour de
pte ban-

caire/assurances, épargne et placements,
retraite, financer un projet, faire face aux
difficultés, mes questions d'économie ».
Éric Bizard, qui invite tout un chacun à ou-
vrir ce portail, ajoute qu'une rubrique « in-
tervenants sociaux » y est également dis-
ponible avant l'ouverture, en septembre,
d'une rubrique « enseignants ».

La CGT inquiète pour 5 trésoreries



La trésorerie de Marciac fait partie des établissements menacés. / Photo DDM, M. Serres

Cinq centres de finances publiques (Cazaubon, Riscle, Marciac, Saint-Clar et Lombez-Samatan) « seront rayés de la carte départementale au 1^{er} janvier 2018 », croit savoir la CGT Finances publiques. « Avec ce projet, c'est tout le milieu rural qui est laissé pour compte car près d'une commune sur deux est impactée, soit 44 % de la population. Pour les agents, c'est un véritable crève-cœur », déplore le syndicat qui « dénonce cette politique de la terre brûlée menée en catimini » et « appelle l'ensemble des agents, élus et administrés à se mobiliser pour faire reculer cette attaque et participer au maintien d'un service public de qualité en milieu rural », car, reconnaît la CGT Finances Publiques 32, « après le 15 août, ce sera beaucoup plus compliqué ».

En janvier dernier, ce même syndicat avait mobilisé agents, élus et usagers contre la suppression d'un tiers des centres de finances publiques, ce qui avait conduit à « un moratoire sur cet abandon programmé des territoires ».